Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 31 nº 10 Edmonton, semaine du 7 au 13 mars 1997 20 pages 60c

Cabane à sucre de l'ACFA d'Edmonton

Un franc succès!

FRANÇOIS PAGEAU

EDMONTON — **De la neige, un traîneau, des spectacles, des produits de l'érable et, surtout, une foule de monde: voilà les ingrédients nécessaires à la réussite d'une cabane à sucre. Et rien ne manquait à celle de la régionale d'Edmonton qui se déroulait à La Cité le premier mars dernier.**

Les ballots de foin éparpillés un peu partout sur le terrain extérieur de La Cité confirmaient aux visiteurs qu'ils avaient trouvé le bon endroit. Un comptoir au dessus duquel on pouvait lire TIRE D'ÉRABLE était installé à côté de la tente de Radio-Canada où les employés servaient à tour de rôle la traditionnelle soupe au pois. Les enfants s'amusaient et attendaient avec impatience la tire d'érable. C'est malheureusement la seule plainte entendue durant la cabane à sucre: certaines personnes ont attendu deux heures pour avoir de la tire, et l'organisation était plutôt laborieuse.

À l'intérieur, des kiosques offraient de l'information, des produits ou des services. Société généalogique, Chantamis, L'UniThéâtre, des caricatures, des oeuvres d'art, de l'artisanat: on retrouvait une variété d'activités et d'items pouvant plaire à tous les goûts. Dans le théâtre, la variété était encore au rendez-vous: le groupe Les Barbares, Alex Mahé, les tourbillons, la chorale chante-coeur (et j'en oublie) ont fait rire et taper du pied au nombreux spectateurs installés dans les gradins.

L'événement a même reçu la visite du premier ministre Ralph Klein, en pleine tournée électorale. Après avoir visité le site en compagnie de Jean-Louis Dentinger, président du CA de La Cité, et de John Moreau, président de l'ACFA provinciale, M. Klein a publiquement félicité tous ceux et celles qui, de près ou de loin, ont participé au projet de La Cité. Il a célébré la présence française en Alberta et la fierté des francophones.

La fête s'est poursuivie le soir par un spectacle du groupe Hookaman et une danse le soir afin de terminer dans la bonne humeur cette quarante-huitième édition de la cabane à sucre d'Edmonton.



Une jeune fille armée de patience se laisse maquiller dans le cadre des activités pour les jeunes de la Cabane à sucre...



...et même le premier ministre Klein, en pleine campagne électorale, s'est arrêté à La Cité pour la Cabane à sucre. Il reçoit une tasse de soupe aux pois des mains de Jean-François Portier, animateur du Café Show de CHFA.

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

Venez visiter notre page Web à l'adresse suivante:

http://www.compusmart.ab.ca/lefranco/

Vous y trouverez des textes inédits!

Une façon simple et originale de faire revivre le patrimoine

OTTAWA (APF) — **L'idée est tellement bonne, le concept tellement simple et original, qu'on imagine déjà les touristes se promener d'une région à une autre à la découverte du patrimoine franco-ontarien, acadien ou franco-manitobain. Cette lumineuse idée, ce sont les économusées.**

Tout a débuté lorsque M. Cyril Simard a décidé de faire revivre la Papeterie Saint-Gilles. Fondée en 1965 dans la région de Charlevoix par Félix-Antoine Savard, cette entreprise artisanale de réputation internationale fabrique des papiers selon les techniques traditionnelles datant du 17e siècle. Un jour, Cyril Simard s'est dit qu'il n'était pas seul, et qu'il devait bien y avoir de nombreux autres artisans qui ne demanderaient pas mieux que de partager leurs connaissances avec des visiteurs. C'est de là qu'est né le concept des économusées.

Depuis la création de la Fondation des économusées du Québec en 1992, le patrimoine est synonyme de développement économique et d'entrepreneurship.

Au point de départ, l'objectif d'un économusée est de sauver et de mettre en valeur des métiers traditionnels. Chaque économusée est une entreprise privée à but lucratif. On en compte déjà 24 au Québec (il n'y en avait que 8 l'an dernier), tous identifiés par le même pictogramme. Bout à bout, ces économusées forment un circuit touristique unique. Il y a l'économusée du papier St-Gilles, des légendes, du bronze, de la prune, du miel, de l'accordéon, de la farine, de la pomme, de la goélette, du cuir, du vitrail, des bateaux miniatures, de la forge et ainsi de suite.

Le coeur d'un économusée, c'est son atelier. Sa force, c'est son artisan : «Ici, explique la directrice générale de la Fondation, Hélène Deslauriers, c'est l'artisan qui reçoit et non un guide.» Un artisan, faut-il le préciser, qui connaît son histoire et qui a le goût de la partager avec ses visiteurs dans une atmosphère détendue, qui n'a justement rien à voir avec celle d'un musée.

D'ailleurs, on insiste beaucoup à la Fondation sur les qualités de communicateur de l'artisan. C'est même un important critère de sélection lorsque vient le temps d'accepter de nouveaux membres. Et puis, comme l'explique Hélène Deslauriers : «plus le visiteur reste longtemps à l'économusée, plus il achète.» Beau parleur, bon vendeur. Car chaque économusée qui se respecte a une petite boutique où les touristes ravis peuvent acheter les produits de l'artisan.

Chaque économusée a aussi sa bibliothèque, pour tous ceux et toutes celles qui veulent en apprendre davantage sur le métier traditionnel, ou tout simplement pour attirer la clientèle scolaire.

Les 24 économusées du Québec ont un chiffre d'affaires variant entre 70 000 $ à 2 millions de dollars. Le chiffre d'affaires moyen est d'environ 250 000 $. Le réseau a déjà créé 100 emplois à plein temps de même que 30 emplois saisonniers. L'été dernier, pas moins de 500 000 visiteurs ont pris la route des économusées.

La Fondation accorde une petite subvention de départ à tout nouveau membre, on parle de quelques milliers de dollars, question d'aménager convenablement les lieux.

La directrice générale de la Fondation, Hélène Deslauriers, parle carrément d'une «nouvelle façon d'aborder l'histoire». Et elle ne cache pas à quelle enseigne elle loge : «Ce n'est pas de la prostitution que de faire du patrimoine avec l'entreprise privée.»

Les quelque 50 personnes qui ont récemment participer à Ottawa à un Forum organisé par le Regroupement des organismes du patrimoine franco-ontarien, ont été emballés par cette nouvelle façon de faire. C'est qu'on cherche justement en Ontario français des façons innovatrices et créatrices de rentabiliser le patrimoine, de lui donner un nouveau souffle, en utilisant une approche résolument économique, entrepreneuriale. La présidente du Regroupement, Blanche Boisonneault-Doucet, ne cache pas avoir été impressionnée par le concept «avant-gardiste» des économusées.

«Dépassée» par le succès et l'engouement autour du concept de l'économusée, Hélène Deslauriers dit que la Fondation n'a pas l'intention de s'étendre sur la scène internationale «avant quatre ou cinq ans». C'est qu'il y a des demandes pressantes en ce sens provenant du Mexique, de la France et de la Belgique, pour ne nommer que ces pays. On est toutefois prêt à implanter le concept ailleurs au Canada, comme en Ontario, si le milieu sollicite l'aide de la Fondation.

Le premier économusée à l'extérieur du Québec, celui des huîtres, est d'ailleurs en voie de financement et devrait ouvrir ses portes à Caraquet, dans le nord du Nouveau-Brunswick. Ce premier économusée s'inscrit dans un projet plus vaste que parraine la Fondation en Atlantique. On songe en effet à créer là-bas un réseau de six économusées: trois francophones et trois anglophones. Deux des trois économusées francophones seraient situés au Nouveau-Brunswick. On ne connaît pas encore l'emplacement du troisième.

Bataille pour sauver le seul hôpital francophone de l'Ontario

Montfort ne fermera pas!

OTTAWA (APF) — **Montfort ne fermera pas! Ce cri du coeur est aussi devenu un cri de guerre pour des milliers de Franco-Ontariens, qui refusent de voir le seul hôpital francophone de la province fermer ses portes en juin 1999.**

Depuis l'annonce de la fermeture de l'hôpital par la Commission de restructuration des services de santé, les francophones de la région d'Ottawa se mobilisent pour faire renverser cette décision. Moins de 48 heures après l'annonce, ils avaient réussi à regrouper tout ce que la région compte de leaders et de politiciens francophones.

«C'est notre hôpital, il fait partie de l'héritage que nous voulons léguer à nos enfants» dit Gisèle Lalonde, qui est la présidente du Comité SOS Montfort. Reprenant le slogan électoral du premier ministre Mike Harris, elle qualifie de «révolution du bon sens» la lutte que se prépare à mener les forces vives de la francophonie ontarienne.

Des observateurs n'hésitent pas à faire un parallèle avec la fameuse bataille des Franco-Ontariens contre «l'infâme» Règlement 17, qui interdisait l'enseignement de la langue française en 1912. «C'est une décision qui affecte toute la province et qui déborde le milieu régional» estime Mme Lalonde, qui ajoute que la lutte qui se prépare est d'intérêt national.

Le président d'Alliance-Québec, qui est l'organisme porte-parole des Anglo-Québécois, a déclaré qu'il était prêt à se battre avec les Franco-Ontariens si on l'invitait à joindre le Comité SOS Montfort.

Sidérée, ulcérée, la direction de l'hôpital ne comprend pas la décision de la Commission. C'est que Montfort est considéré comme le centre hospitalier le plus performant de la province. C'est aussi le seul hôpital de formation et de perfectionnement des professionnels de la santé qui répond aux besoins des francophones de l'Ontario, et le seul à offrir des services en santé mentale et en psychiatrie en français.

«En fermant le seul hôpital spécialisé offrant une gamme complète de services en français on dilue, on assimile et éventuellement on fait disparaître les services de santé en français en Ontario» soutient Michèle de Courville Nicole, qui est la présidente du conseil d'administration de l'hôpital Montfort.

Les 150 médecins de l'hôpital Montfort ont aussi décidé de monter aux barricades. Ils s'opposent «unanimement» aux recommandations de la Commission de restructuration et entendent prendre «tous les moyens nécessaires» pour empêcher la fermeture de l'hôpital.

Les francophones ont très peu de temps devant eux pour sauver Montfort. Après avoir fait l'examen des commentaires reçus durant une période de 30 jours, la Commission de restructuration des services de santé communiquera ses directives aux hôpitaux et ses recommandations au ministre de la Santé.

Le ministre responsable des Affaires francophones, Noble Villeneuve, semble pour le moment totalement dépassé par les événements. Devant le tollé provoqué par l'annonce de la Commission de restructuration, il a déclaré que le plan garantissait quand même «l'accès continue aux services en langue française». Selon le ministre: «Comment et qui prodigue les soins de santé en français est beaucoup plus important que l'édifice dans lequel ils sont offerts».

Mme Lalonde, qui est l'ancienne mairesse de la ville de Vanier et qui a siégé récemment sur un comité gouvernemental, pense que le ministre Villeneuve «n'est pas bien renseigné». M. Villeneuve représente pourtant une circonscription de l'est ontarien.

Le comité de survie de l'hôpital Montfort prépare «un ralliement monstre» le 22 mars prochain au Centre municipal d'Ottawa. D'ici-là, tous les francophones sont invités à manifester leur appui en composant le 1-613-748-4920.

Les universités francophones

De très grands besoins à combler

OTTAWA (APF) — **Il existe un «très grand besoin» pour un développement accru de l'enseignement postsecondaire en français à l'extérieur du Québec. Malheureusement, les universités de la francophonie canadienne ne sont pas en mesure de répondre à toutes les attentes.**

Dans un mémoire présenté à Halifax devant le sous-comité du Sénat sur l'enseignement postsecondaire, le Regroupement des universités de la francophonie hors Québec (RUFHQ)* a plaidé en faveur d'un important rattrapage. Selon le Regroupement, «le financement public du secteur universitaire francophone hors Québec est depuis toujours inadéquat.»

Le Regroupement, qui réclame «un traitement équitable» constate «avec consternation» qu'il existe un état de «sous-développement» au chapitre du financement universitaire chez les francophones. On souligne que la situation universitaire de la francophonie hors Québec n'est pas encore équivalente à celle dont bénéficient les anglophones de n'importe quelle des provinces canadiennes.

Le RUFHQ plaide pour la consolidation, l'enrichissement et l'accroissement de l'accessibilité universitaire en français au Canada et invite le gouvernement fédéral à investir davantage en éducation, de façon à freiner l'assimilation chez les jeunes francophones. C'est aussi, rappelle le Regroupement, une obligation du gouvernement canadien en vertu de la Loi sur les langues officielles.

Les universités de la francophonie canadienne propose la création d'un réseau national électronique, sorte d'université virtuelle, de façon à offrir davantage de programmes à la clientèle universitaire francophone de partout au pays. Ce réseautage électronique, qui s'appuierait sur les réseaux télématiques, l'audio et la vidéoconférence, faciliterait les échanges de cours entre les établissements d'enseignement.

Le premier avantage d'un tel procédé, est que les universités qui n'ont pas les ressources humaines et financières pour développer de nouveaux cours ou de nouveaux programmes, seraient plus en mesure de répondre aux besoins de leur clientèle francophone. L'autre avantage serait de permettre aux francophones de Terre-Neuve de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Colombie-Britannique, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest d'avoir un accès à des programmes universitaires en français.

Campagne de rubans bleus

Un appui aux casques bleus canadiens

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Jocelyne Fleurant a 49 ans. Installés à Edmonton depuis le début janvier, elle et son mari arrivent de Chilliwack, en Colombie-Britannique.

En 1992, le fils de Mme Fleurant annonce son départ pour la Yougoslavie, en mission de paix avec les casques bleus. Pendant son absence, elle met sur pied la campagne des rubans bleus pour soutenir moralement les casques bleus canadiens et leur famille.

«On suivait les nouvelles et on trouvait ça énervant. Je ne savais pas grand chose à propos des casques bleus canadiens. La seule chose que je savais, c'était que mon fils était là-bas, qu'il portait un béret bleu et que c'était dangereux.»

Elle a donc entrepris de se renseigner sur le sujet pour apprendre que ce sont les Canadiens qui ont été les premiers à mettre sur pied les Peacekeepers au cours des années '50. En fait, le Canada est le seul pays au monde à avoir participé à toutes les missions commandées par les Nations-Unies. «Nos casques bleus ont gagné huit prix Nobel pour la paix. Personne sait ça au Canada et je ne trouvais pas ça correct.»

C'est en décembre 1992 qu'elle a l'idée du ruban bleu. Le bleu fait référence à la couleur du béret des troupes et le drapeau canadien représente évidemment le pays. À l'époque, Mme Fleurant possédait un commerce. «J'étais comme une maniaque! Chaque client qui entrait dans le magasin, je lui en épinglais un en lui expliquant ce que c'était.»

En 1993, des gens faisant partie de certaines Églises appellent Mme Fleurant pour avoir des rubans bleus afin de les apporter en Yougoslavie, là où ils se rendent pour donner un coup de main. Les familles de militaires aussi veulent des rubans.

De fil en aiguille, les journaux de Chilliwack ont vent de l'histoire et commencent à en parler. Les gars retournent en Yougoslavie et Mme Fleurant continue à faire ses rubans. En mars 1993, elle rencontre le Major Général Lewis Mackenzie, lui qui a été le premier a envoyer des casques bleus en Bosnie. «Comme il n'était plus dans les Forces, il pouvait m'en dire plus sur ce qui se passait à l'autre bout. J'ai appris beaucoup de lui.»

Par la suite, le bureau des Nations-Unies à Ottawa a contacté l'instigatrice des rubans bleus pour savoir ce qu'elle faisait, pourquoi elle le faisait et s'ils pouvaient l'adapter. Elle a bien sûr accepté en leur précisant qu'ils ne devaient pas les vendre.



Jocelyne Fleurant a lancé les rubans bleus en 1992.

«Il n'y a pas de prix pour ça. Ça représente nos enfants, ça représente notre futur. Je fonctionne par dons. Chaque ruban me coûte environ 0,14$ parce qu'Ottawa me vend les épinglettes. Alors, à toutes les années, j'écris à tous les députés, provinciaux, fédéraux, tous les sénateurs, ministres et premiers ministres, en leur demandant de m'envoyer des épinglettes.»

Mme Fleurant ne s'arrête pas là. Elle veut ensuite trouver une journée particulière où tout le monde porterait son ruban bleu. Comme elle ne pouvait pas toucher au 11 novembre, qui est la journée des vétérans, elle écrit à Ottawa pour leur dire que le 24 octobre, qui est le *United Nation Day*, serait dorénavant la journée officielle pour porter le ruban bleu.

En 1994, un des hommes du régiment 1CR de Chilliwack, perd la vie en Yougoslavie alors qu'il déminait un terrain. Attristée par la nouvelle, elle lance une autre idée, celle des couronnes de rubans bleus. «Quand quelque chose comme ça arrivait, j'envoyais aux parents une couronne de rubans bleus de la part de la grande famille des casques bleus.» Ensuite, à chaque année, le 11 novembre, en même temps que les vétérans elle se rend au cénotaphe en compagnie d'un casque bleu pour y déposer une de ses couronnes.«Je le fais parce qu'en réalité, ils sont des vétérans eux aussi. On en perd des hommes et des femmes là-bas.»

Depuis qu'elle est à Edmonton, Mme Fleurant veut poursuivre son oeuvre en Alberta et espère que le gouvernement albertain l'aidera dans ses démarches. «Après tout, maintenant que la base est déménagée ici, il y a du monde qui suit. L'automne prochain on attend encore 1800 troupes, ce qui ne comprend pas les familles. C'est un plus pour la ville, c'est un plus pour la province alors les politiciens devraient m'appuyer.»

Mme Fleurant a encore des projets plein la tête. Elle veut maintenant mettre sur pied une structure solide afin de poursuivre son oeuvre. «Comme la ville d'Edmonton est plus grosse, je ne veux pas que les gens pensent que je m'enrichis avec ça. Je veux donc ouvrir un fond de fiducie pour les Peacekeepers qui serait administré par quelqu'un de la base. De cette façon les gens vont être certain que l'argent va à la bonne place. Il faut penser qu'en plus des rubans et des épinglettes, je paie les télécopies, les frais de poste et les téléphones. C'est beaucoup de sous. On a calculé, mon mari et moi, qu'on a mis 21 000$ de notre poche jusqu'à maintenant. J'ai au-dessus de 3,5 millions de rubans de fait.»

La campagne des rubans bleus vise donc à apporter un soutien moral aux casques bleus canadiens. C'est un peu pour leur dire que nous sommes derrière eux et fiers d'eux. Pourtant, le Premier-ministre canadien, Jean Chrétien, a dit publiquement, lors d'un récent voyage en Chine, qu'il avait honte des casques bleus canadiens. Une remarque qui a piqué Mme Fleurant... Elle a donc écrit à M. Chrétien pour avoir des excuses publiques. «Le moral des troupes est à un plancher record, ils sont découragés et ils n'ont pas besoin d'entendre ça de la bouche de leur Premier-ministre. On a 65 000 membres dans les Forces armées canadiennes. Il y en a moins de 100 qui ont fait quelque chose de pas correct. Les 64 900 autres, pourquoi il aurait honte d'eux? Les gars font une bonne job. Quand ils sont à l'extérieur ils représentent très bien leur pays, et en plus de ça que c'est lui qui l'a envoyé là. La seule protection qu'ils ont c'est leur béret bleu et le drapeau canadien qu'ils ont sur l'épaule. J'ai donc exigé de lui des excuses publiques et je lui ai dit que je ne lâcherais pas. Il a insulté plusieurs soldats et leur famille.»

La campagne de Jocelyne Fleurant l'a menée à donner des entrevues au Reader's Digest, au B.C. Report Magazine, à participer à l'émission de Peter Gzowski à Toronto, à participer à deux émissions de Radio-Canada International. Elle a également été invitée à déjeuner avec la Comtesse de Mountbatten, Lady Patricia, son époux et leur nièce.

En 1995, le *Western Land Forces Command* lui décerne un prix pour récompenser son travail. Elle a été la première et la seule femme à recevoir un prix des Forces armées en tant que civile.

Mme Fleurant est fière d'être canadienne. C'est en partie ce qu'elle véhicule avec ses rubans bleus. «On parle de référendum au Québec. Dans le fond mes rubans, ce n'est pas grand-chose. C'est bleu et il y a un petit drapeau canadien dans le milieu. Mais je pense que ça a fait plus pour unir du monde ensemble, de toutes les provinces au Canada, que n'importe quel programme politique. En tant que Canadienne et maman, je pense que c'est important de montrer qu'on est fiers d'être Canadiens et de faire quelque chose pour les nôtres.»

Enquête sur les événements de la Somalie

«Il faut se replacer dans le contexte»

—Jocelyne Fleurant

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Quand vous parlez à Jocelyne Fleurant de l'enquête sur les Forces armées canadiennes, elle n'aime pas ça du tout. «L'enquête sur la Somalie, je suis tannée d'en entendre parler et je n'aime pas ça qu'on en parle parce que ce sont les soldats et leur famille qui en souffrent.»

Selon elle, le débat est largement exagéré. «Je ne suis pas d'accord avec les événements survenus en Somalie mais il ne faut pas généraliser. Ce n'est pas parce que se sont des militaires qu'ils ne sont pas corrects. Il y a du monde croche dans toutes les sphères de la société. Les gens sont beaucoup trop durs avec eux. Si un soldat ne peut pas faire sa job, ça donne quoi de l'envoyer là-bas.»

Elle rappelle également que la population est mal informée sur le sujet. «Quand ils ont envoyé le Régiment aéroporté en Somalie, ils n'étaient pas là comme peacekeepers, contrairement à ce que les gens pensent. Ils n'avaient pas leur béret bleu sur la tête, ils avaient le béret rouge des aéroportés. Ils étaient



Éric Fleurant en Yougoslavie

là comme peacemaker. La plus grosse erreur, c'est le gouvernement qui l'a faite en les envoyant là-bas parce que les aéroportés ne sont pas entraînés pour ça. Mais plus l'enquête progresse, plus ça se rapproche de la tête du gouvernement, plus on veut terminer l'enquête au plus vite. Il faut que le gouvernement comprenne qu'il doit faire un choix: on a une armée, une vraie, ou on en a pas.»

La mère de famille est d'accord que certaines personnes doivent être punies pour la mort du jeune somalien. Par contre, elle fait remarquer que les militaires doivent pouvoir se défendre. «Il faut se replacer dans le contexte. Les soldats arrivent en Somalie ou en Yougoslavie, dans un pays qu'il ne connaissent pas, où ils ne connaissent ni la langue, ni la culture. Le camp, la nourriture et l'équipement doivent être protégés et, en tant que soldat, c'est leur job de les protéger. Mais si à chaque fois que quelqu'un vole quelque chose et qu'un soldat tente de l'arrêter il fait l'objet d'une enquête, ça donne quoi d'envoyer nos casques bleus là-bas?.»

Mme Fleurant rappelle également les photos qui avaient été publiées où on pouvait voir des soldats canadiens donnant à manger à de jeunes bosniaques. «Les gars ont eu des problèmes avec ça parce qu'ils n'avaient pas le droit de le faire. Mais comment voulez-vous laisser mourir de faim un enfant qui demande à manger? Les gars sont humains, ils ont des enfants eux aussi. Les gens, au Canada, ne savent pas assez ce qu'est le rôle d'un gardien de la paix. Quand il est dans son pays et quand il va à l'extérieur, ce n'est pas la même chose. Je sais qu'ils sont payés pour ça et qu'ils sont entraînés pour ça. Mais ça ne veut pas dire qu'ils n'ont pas de sentiment, ça ne veut pas dire qu'ils n'ont pas peur. Ils sont entraînés pour être durs, mais même la personne la plus dure ne sera pas capable de voir des horreurs comme ils en ont vues et de ne pas réagir.»

ÉDITORIAL

Le vrai pouvoir de négociation

Il ne reste plus qu'une semaine avant les prochaines élections provinciales. La campagne, jusqu'ici plutôt ennuyante, pourrait devenir intéressante si les infirmières unies de l'Alberta (UNA) optent pour une grève illégale aujourd'hui, mardi 4 mars 1997.

Les infirmières n'ont pas fait de grève illégale depuis 1988. Cette année-là, elles ont été en grève pendant 19 jours et ont dû payer des amendes totalisant plus de 500,000 dollars.

Il y a, bien sûr, une composante salariale à la dispute entre les infirmières et les autorités régionales de santé. Les infirmières, qui ont subi une réduction de salaire de plus de 5% au cours des trois dernières années, veulent revenir au salaire de 1992 avec une provision pour l'augmentation du coût de la vie.

Mais la principale revendication des infirmières concerne le ratio infirmière/personnel de soutien. Les infirmières cherchent à empêcher les autorités d'engager du personnel non qualifié, et donc moins cher, pour s'occuper des patients. Elles demandent aussi des conditions de travail moins difficiles que celles qu'elles subissent depuis que les compressions dans le domaine de la santé ont été effectuées.

Randy Kilburn, porte-parole des Autorités régionales de santé de la capitale, avoue que les infirmières ne peuvent plus travailler ainsi: «Il ne fait aucun doute que les ressources des infirmières ont été étirées au maximum, et elles ont été magnifiques dans leur adaptation à ces conditions difficiles; c'est pourquoi nous chercherons par tous les moyens à stabiliser la situation».

Pas vraiment TOUS les moyens, puisqu'une grève illégale se prépare, faute de négociations réussies.

Et c'est Ralph Klein qui a tout à perdre de cette confrontation. Premièrement, cela attire l'attention sur les coupures féroces et mal préparées (il l'avoue lui-même) que son gouvernement a imposé au système de santé. Deuxièmement, la population commencera à se questionner sur le système de santé et la raison pourquoi les infirmières ont été les plus touchées, alors que les médecins ont été miraculeusement épargnés.

Troisièmement, quelles que soient les raisons qu'on donne, le réinvestissement d'un surplus de 2 milliards de dollars dans le repaiement de la dette, alors que les Albertains ne reçoivent pas les soins de santé qu'ils sont en droit d'exiger, ce n'est pas acceptable, et politiquement invendable.

Bien qu'il nie être lié aux négociations entre les infirmières et les autorités régionales de santé, Klein n'aura d'autre choix que d'agir pour contrecarrer une grève qui auraient des répercussions catastrophiques et constituerait le seul obstacle entre lui et un autre mandat.

François V. Pageau





Courrier des lecteurs

Monsieur le président de l'ACFA provinciale,

J'aimerais me faire préciser des points au sujet de l'ACFA provinciale suite aux décisions qui se font lors de l'assemblée générale annuelle. Si notre association fonctionne de façon démocratique, comment se fait-il que lors du Rond-Point, il y a trois ans, un membre a dit clairement que les régionales n'ont pas le droit de faire adopter une motion ou résolution lors de l'assemblée générale car une régionale pourrait bien s'organiser d'avance et réussir à faire passer son projet lors de l'assemblée. Tout va bien, monsieur le président...

Le directeur général exécute les décisions de l'exécutif provincial et administre l'association selon nos directives. Il y a une façon plus humaine d'exécuter les directives sans tout casser. Tout va bien, monsieur le président... (...)

Et que se passe-t-il avec l'école publique française à Edmonton? On voit de quelle démocratie vous parlez ou vous vous servez pour refuser les droits aux francophones à Edmonton. La population francophone non-catholique ou non-confessionnelle serait un atout à notre survie en Alberta car de plus en plus de francophones ne pratiquent plus la religion catholique. Sont-ils moins francophones pour autant? Pourquoi ne pas les appuyer et revendiquer avec eux ce droit? Tout va bien, monsieur le président... (...)

Il y a une possibilité de 25,000 membres à Edmonton mais il y a environ 1200 membres actuels. La possibilité pour la province est de 65,000 membres.

La présence au Rond-Point à l'assemblée générale annuelle est d'environ 150 personnes. Même quand l'ACFA défraie les dépenses. Lors de l'assemblée générale de la régionale d'Edmonton, il y avait environ 120 personnes présentes. Tout va bien, monsieur le président.

À mon point de vue, lors du Référendum au Québec, Les Canadiens français hors Québec, surtout l'ACFA, n'avait pas de raison de se ranger du côté des anglophones et jouer le jeu des anglais.

Vous pouvez vous rendre compte que le Parti libéral actuel travaille contre la cause française au Canada. Pourquoi le gouvernement actuel refuse-t-il de réhabiliter Louis Riel, après qu'il eut été reconnu comme un héros? Si les Canadiens français du temps avaient appuyé Riel, nos problèmes auraient peut-être été solutionnés en grande partie.

À mon avis, c'est une cause que l'ACFA devrait appuyer et faire pression auprès des gouvernements pour faire réhabiliter Louis Riel comme un défenseur de la cause française dans l'Ouest canadien.

André Gaulin
Bonnyville

Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta



Le Franco est membre de l'Association de la presse francophone.
Au niveau national, il est représenté par l'agence de publicité OPSCOM.
Il est imprimé par Gazette Press Ltd., à St-Albert.

Représentant national de la publicité
OPSCOM

Directeur: François V. Pageau
Adjointe administrative: Micheline Brault
Journaliste: Patricia Hélie
Infographiste: Charles Adam
Correspondant national: Yves Lusignan
Association de la presse francophone









Correspondants régionaux

Calgary: Alain Bertrand
Centralta: Monia Blanchet, Lucienne Brisson
Fort McMurray: Joël Lavoie
Lethbridge: Mireille Dunn
Medicine Hat: Carole Simard
Plamondon: Michel Rayond
Red Deer: Claire Hélie
Rivière-la-Paix: Noëlla Filion, Marie Cyr
Saint-Paul: Martin Brault

Les Fransaskois s'unissent pour le bien de leur communauté

ÉTIENNE ALARY

MOOSE JAW (l'Eau vive) — Ils étaient quelque 150 personnes, Fransaskois et Fransaskoises, à s'être donné rendez-vous à Moose Jaw, du 21 au 23 février derniers, pour participer à l'événement de l'année de la communauté fransaskoise: les États généraux.

Tout au long de la fin de semaine, les gens présents ont parlé de vision, de mission, de mandat, de valeurs, de préoccupations et de buts stratégiques. Répartis en huit groupes de travail, chacun a pu mettre son grain de sel dans un des huit domaines privi-légiés dans le rapport rédigé par la firme de consultants Pro-Résultats Inc. «À la fin des mini-colloques, nous deman-dions toujours aux gens de nous donner leurs trois grandes priorités. J'ai pris toutes les données que j'avais en mains et j'en ai fait une liste. En bout de ligne, les thèmes sont ressortis par eux-mêmes. Il y avait, à ma grande surprise, déjà un consensus sur les domaines. Le choix des ateliers provient directement des consultations», a soutenu la con-sultante de Pro-Résultats Inc., Rachel Gauvin.

Les huit domaines qui ont été abordés sont les suivants : l'éducation, l'économie, les communications, les arts et culture, le développement communautaire, la diversification du financement, la promotion de la francophonie et la structure fransaskoise.

Ainsi, tout au long de la journée du samedi 22 février, les Fransaskois et les Fransaskoises ont identifié aux différents animateurs d'ateliers les besoins les plus pressants. Ensuite, les consultants ont analysé ces données pour en arriver avec des préoccupations et des buts stratégiques à développer.

«C'est le seul moment dans tout le processus durant lequel nous avons interprété les résultats. Nous devions synthétiser toutes les données pour en arriver aux grandes préoccupations pour chacun des domaines», soutient le président-directeur général de la firme Pro-Résultats Inc. et expert-conseil, Conrad Le-Blanc.

L'assimilation ressort

C'est lors de la dernière plénière des États généraux, que les gens présents se sont penchés sur les préoccupations et les buts stratégiques à développer. Voici un résumé des préoccupations qui ont été avancées : Pour le secteur des communications, les délégués ont noté un manque de visibilité et le risque de perdre les médias francophones.

Du côté de la culture et des arts, il a été soulevé que la communauté fransaskoise éprouvait de la difficulté à offrir une programmation intéressante à la collectivité et qu'il y avait une absence dans la diffusion et la distribution des produits artistiques fransaskois.

Au niveau de l'économie, les deux grandes préoccupations sont que la fransaskoisie n'a pas encore compris l'importance de l'entrepreneuriat pour le développement de la collectivité et qu'on remarque une absence d'une stratégie diversifiée de développement économique pour la collectivité fransaskoise.

Le dossier qui est ressorti avec le plus de préoccupations est celui de l'éducation et toutes les préoccupations ont un lien direct avec l'assimilation. Parmi les préoccupations ressorties, notons que la programmation de l'éducation française en Saskatchewan n'est pas équivalente à celle du système anglophone, il n'y a pas assez d'écoles fransaskoises, il n'y a pas assez d'élèves inscrits à ces écoles et il y a un manque de programmes de francisation.

Les délégués ont remarqué que pour le développement communautaire, il y a un grand manque de participation à la vie communautaire de la part des francophones. De plus, le taux d'assimilation a un impact négatif sur la population fransaskoise.

Sur le dossier de la diversification du financement, l'élément qui est ressorti est le grand nombre d'organismes provinciaux, que ceux-ci ont trop de personnel administratif et que cela engendre une très grande bureaucratie. Notons aussi l'absence d'autofinancement.

Pour la promotion de la francophonie, une préoccupation a été adoptée, soit celle du faible niveau de financement dans les communautés.

Finalement, le dossier clé de la fin de semaine (voir autre texte), soit celui de la structure fransaskoise, aura permis aux délégués d'adopter la grande préoccupation d'implanter un gouvernement fransaskois démocratique et efficace.

L'après États

Suite aux États généraux, les consultants de Pro-Résultats Inc. devront analyser tout ce qui a été discuté au cours de la fin de semaine pour ensuite soumettre un document final à la communauté avant le prochain conseil d'administration de l'Association culturelle franco-canadienne de la Saskatchewan, prévu pour les 7,8 et 9 mars prochain.

Ouvrage sur les femmes francophones en milieu minoritaire

On recherche des textes sur les femmes

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — **Le Réseau national d'action éducation femme (RNAEF) travaille présentement à la rédaction d'un ouvrage sur l'histoire des femmes francophones en milieu minoritaire.**

Ce projet vise à rendre disponibles auprès d'un large public, des réflections stimulantes sur l'histoire des femmes francophones hors Québec. Le tout a pour but de témoigner de la contribution, trop souvent oubliée, des femmes canadiennes-françaises dans la sauvegarde de la culture francophone en milieu minoritaire.

Le RNAEF est donc à la recherche de textes d'historiens spécialistes dans le domaine afin de publier une anthologie de textes sur l'histoire des femmes. Pour la réalisation de ce projet, le RNAEF lance un appel aux auteurs (res) afin d'obtenir des textes et informations sur des personnes susceptibles de les aider dans la réalisation et l'élaboration de leur ouvrage.

LIVRES

Femmes francophones et pluralisme en milieu minoritaire
Sous la direction de DYANE ADAM
Les Presses de l'Université d'Ottawa 1996

Au sujet des femmes francophones en milieu minoritaire, on parle souvent de minorité dans la minorité. Le courant principal de la recherche portant sur la francophonie canadienne oublie parfois de s'attarder sur les enjeux et les multiples facettes de la réalité de ces femmes. C'est une lacune que le réseau des chercheures féministes de l'Ontario cherche à combler avec la publication des actes d'un colloque qui s'est déroulé à Ottawa en mars 1996.

Divisé en trois volets, le livre explore tour à tour la construction identitaire, la formation et l'exploration ainsi que la santé et le bien-être personnel. Le livre se termine avec deux témoignages de femmes.

Reprenant les cadres théoriques en vogue et les travaux les plus récents dans le domaine, les chercheures approfondissent certaines problématiques que vivent les femmes en milieu minoritaire et établissent les cadres de recherches futures dans le domaine.

À souligner: un texte très révélateur d'Isabelle McKee-Allain sur la production identitaire en Acadie contemporaine, en se basant sur les enjeux soulevés par l'enseignement religieux dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick. Les liens créatifs établis entre le domaine de l'éducation religieuse et le rôle des femmes dans l'éducation, en tenant compte de leur présence plutôt faible dans le domaine de l'administration et des échelons supérieurs de la gestion scolaire.

Dans l'ensemble, plusieurs pistes de réflexion pour amorcer une étude plus approfondie de la situation des femmes francophones en milieu minoritaire.

Développement et Paix

Une importante réunion à St-Boniface

THÉRÈSE BEAUDOIN

ST-BONIFACE — **Du 14 au 16 février derniers se déroulait, à St-Boniface (Manitoba), une importante réunion de francophones de l'Ouest canadien membres de l'organisation catholique canadienne pour le Développement et la Paix.**

Cette réunion, entièrement en français, a rassemblé quelques 25 membres, de Winnipeg à Vancouver, représentant plusieurs diocèses francophones de St-Boniface à Grouard-McLennan. Le but de la rencontre était de discuter d'un meilleur accès aux services en français pour les membres de Développement et Paix, de mieux articuler les services déjà existants et d'établir un réseau de communication plus efficace entre les quatre provinces de l'Ouest.

Les membres estiment que la réunion a atteint les objectifs visés et ils publieront des actes de colloque de la fin de semaine pour les membres. Ils ont également convenu de se rencontrer de nouveau dans deux ans pour faire le point et pour raffermir la concertation.

Les représentants de l'Alberta étaient M. et Mme Armand Laing de St-Paul, M. Reginald Bouchard (diocèse de Grouard-McLennan), Mmes Pauline Vaugeois, Thérèse Beaudoin et Aline Savoie (diocèse d'Edmonton). Un représentant du diocèse de la Saskatchewan était sur place ainsi qu'un représentant de Régina et un autre de la Colombie-Britannique.

La réunion a été planifiée par un sous-comité du Conseil diocésain sous la présidence de M. Louis Laurencelle.

La semaine de Développement et Paix au National était représentée par le directeur du service français, M. Raymond Levac, et le coordonnateur de la programmation des services français à Développement et Paix, M. Normand Breault.



Bâtisseurs d'avenir depuis 1940.

CHRONIQUE REER

Nouvelles règles régissant les REER

Si vous n'avez pas pris connaissance récemment des règles régissant les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), préparez-vous à une surprise.

D'après les changements annoncés dans le budget fédéral du printemps dernier, les Canadiens disposent de moins de temps pour accumuler des fonds dans un REER et doivent se conformer à des plafonds de cotisation plus bas.

Pour plusieurs personnes, ces changements entraîneront la réduction de leur réserve d'économies REER dont ils tireront un revenu de retraite. Ils vous obligeront aussi à commencer à toucher un revenu de votre REER deux ans plus tôt.

L'échéance plus rapprochée découle des nouvelles règles qui obligent les Canadiens à fermer leur REER avant la fin de l'année de leur 69e anniversaire, plutôt que le 71e anniversaire selon les anciennes règles. Mais si vous avez eu 69 ans ou 70 ans en 1996, il n'y a pas lieu de vous inquiéter. Les règles de transition prévoient que vous avez jusqu'au 31 décembre 1997 pour liquider votre régime.

Si c'est votre cas, vous avez d'importantes décisions financières à prendre en 1997. Vous devrez décider si vous allez transférer votre REER à un fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) ou le convertir en une rente.

Moins d'années pour fructifier

À la longue, la nouvelle limite d'âge touche tout le monde. Par exemple, si vous versez 10 000 $ par année à un REER à partir de 30 ans et que le rendement annuel moyen de vos placements est de 10 %, vous auriez accumulé 1 342 318 $ à 71 ans selon les anciennes règles. Mais en vertu des nouvelles règles, vous devez arrêter de verser des cotisations à 69 ans, âge où vous aurez amassé 1 197 998 $, soit une différence de 144 320 $.

Plafonds moins élevés

Certains Canadiens disposeront d'un capital-retraite moins important en raison du gel des plafonds de cotisation à 13 500 $, ou 18 % du revenu gagné inscrit dans leur déclaration de revenus de l'année précédente, selon le montant moindre. Ce plafond restera en vigueur jusqu'à l'année d'imposition 2004, année où il devrait augmenter à 14 500 $. Il passera à 15 500 $ en 2005 et sera indexé les années suivantes.

Vous ressentirez les effets de ces changements de façons diverses, selon votre niveau de revenu et vos habitudes de cotisation à un REER.

Les bonnes nouvelles

Vous pouvez maintenant vous prévaloir de vos droits de cotisation inutilisés n'importe quand dans le futur, plutôt que de devoir le faire dans les sept années suivantes, selon les anciennes règles. Ces changements s'appliquent aux droits de cotisation inutilisés depuis 1991, année où les règles sur le «report des droits de cotisation» ont été établies.

Par conséquent, si vous versez moins que votre cotisation maximale une année donnée, vous pouvez verser la différence une année ultérieure en ayant droit à la même déduction d'impôt. Par exemple, si vous avez le droit de verser la cotisation annuelle maximale de 13 500 $ pour l'année d'imposition 1996 et que vous cotisez seulement 7 500 $ à votre REER, vous pouvez cotiser les 6 000 $ restants n'importe quand à l'avenir.





Denis Tardif, B.A., B.ED
Représentant

Téléphone: Bur: 424-3000 ext 281
Rés: 469-9019
Téléc: 424-8768
Rés: 469-4393

Paul D. Denis, B.A., C.F.P.
Gérant de division

Téléphone: Bur: 424-3000
Rés: 466-8387
Téléc: 424-8768
Cellulaire: 499-3595

#100, 10160-112 rue, Edmonton, Alberta T5K 2L6

70ième anniversaire de mariage



M. et Mme Ernest Gobeil, autrefois de Beaumont, ont fêté leur 70ième anniversaire de mariage le 17 janvier dernier. La famille s'est réunie au *Salem Manor* de Leduc pour célébrer cet événement.

Régional en bref

BONNYVILLE

Un incendie a complètement détruit quatre commerces de la rue Principale à Bonnyville vendredi le 21 février dernier. Les commerces Radio Shack, le Hobby craft shop, un comptable et Investors Group ont été dévastés et sont considérés pertes totales. Le hobby craft shop venait tout juste d'être vendu, le nouveau propriétaire devait prendre possession du magasin dans quelques jours.

CALGARY

À l'occasion de la journée de la femmes, le Centre français de l'Université de Calgary présente une conférence sur la participation des femmes faisant partie des Forces armés canadiennes. La conférence aura lieu le 10 mars, à 14h00, au Centre français de l'Université de Calgary.

COLD LAKE

Depuis la fusion de Cold Lake, Grand Centre et Medley, la nouvelle ville de Cold Lake est à la recherche d'une nouvelle identité. La communauté est invité à voter pour un des vingt slogans et un des vingt logos présentés. Le slogan et le logo choisis représenteront la communauté. Cold Lake aura une nouvelle identité le 11 mars prochain.

FORT MCMURRAY

Les hôtels *Peter Pound, Mackenzi Park* et *Nomad*, trois des principaux hôtels de Fort McMurray, prennent de l'expension. Afin de répondre à la demande croissante pour leurs services, ces trois hôtels prévoient agrandir encore au cours de la prochaine année. Ça n'en fini plus de pousser à Fort McMurray!

LEGAL

L'organisme Parent-secours (Block Parents) de Legal est à la recherche d'un coordonateur pour le programme. Les membres veulent aussi organiser un comité de communication. Si vous croyez pouvoir aider l'organisme, vous pouvez contacter Lynn Gainer au 961-2452. Près de 100$ ont d'ailleurs été amassé dernièrement lors d'une campagne de levée de fonds pour venir en aide au groupe.

MEDICINE HAT

L'Association canadienne-française de Medicine Hat tiendra sa cabane à sucre annuelle le 9 mars prochain au Multicultural Folk Arts building. Randonnées en traîneau et mets canadiens seront à l'honneur.

RIVIÈRE-LA-PAIX

L'assemblée générale annuelle de la Caisse populaire Horizon de Girouxville avait lieu la semaine dernière. Mme Marie-Lyn Laverdière a renouvelé son mandat à la présidence pour une autre année. Une centaine de personnes ont assisté à l'assemblée.

L'exposition agricole de Smoky River, le *Trade Show*, se tiendra à Falher les 14, 15 et 16 mars prochains à l'aréna de Falher, à la salle des Chevaliers de Colomb ainsi qu'au club Alouette. Plus de 180 exposants sont attendu.





Cette semaine... École Ste-jeanne-d'Arc

Historique de l'école Ste-Jeanne-d'Arc

- L'école a ouvert ses portes en 1991.
- Directeur/trice: M. Léo Turcotte en 1991 et Mme Yolande Moquin de nos jours.
- Niveaux: Maternelle à la 3e au début.
- 190 élèves étaient inscrits et 10 enseignants/tes faisaient partie du personnel.

Aujourd'hui

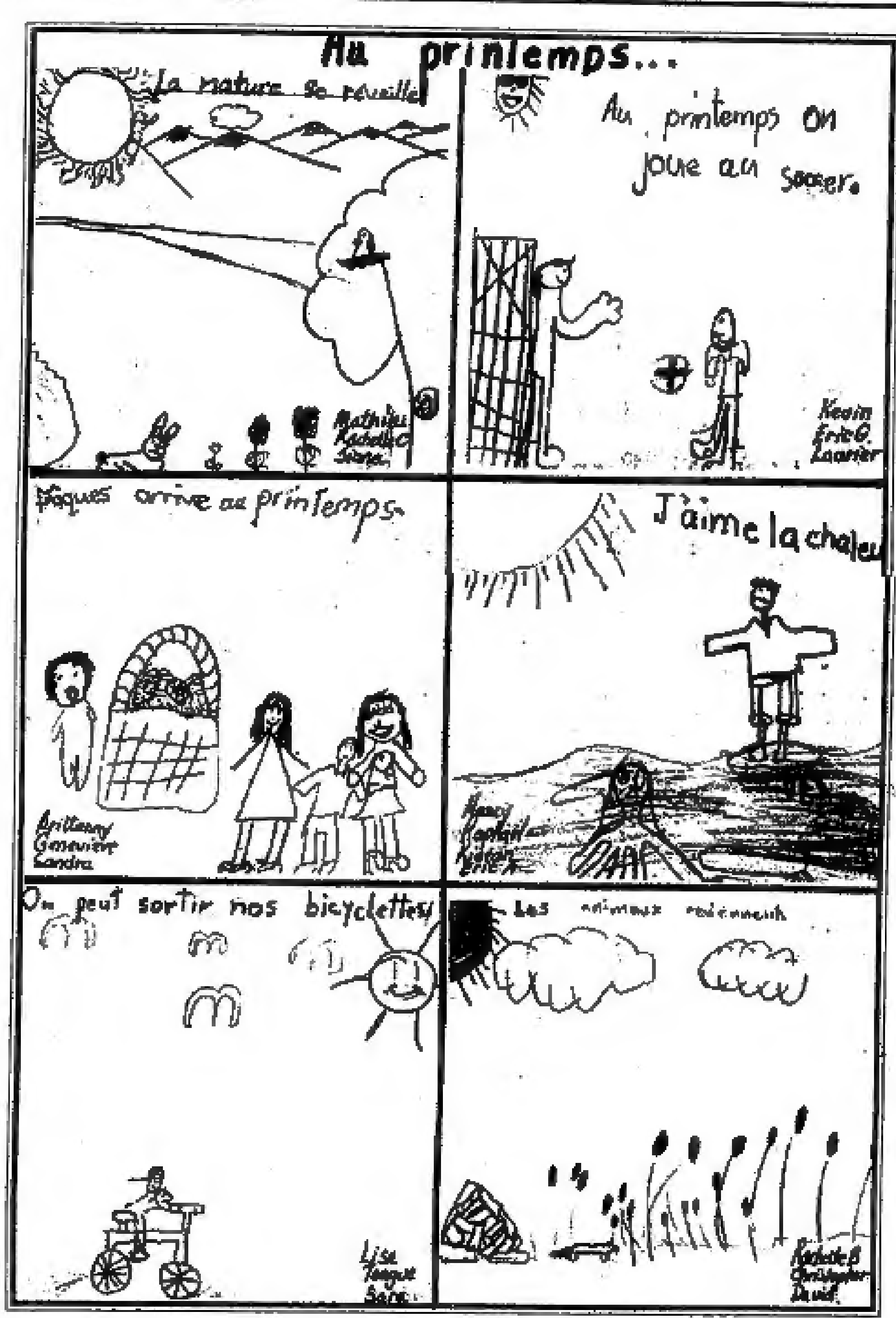
- Niveaux: Maternelle à la 3e.
- 185 élèves se sont inscrits en septembre 1996, 11 enseignants/tes font parti du personnel.

Activités parascolaires:

- leçons de patinage
- excursions
- concert de Noël
- repas spéciaux
- pièce de théâtre

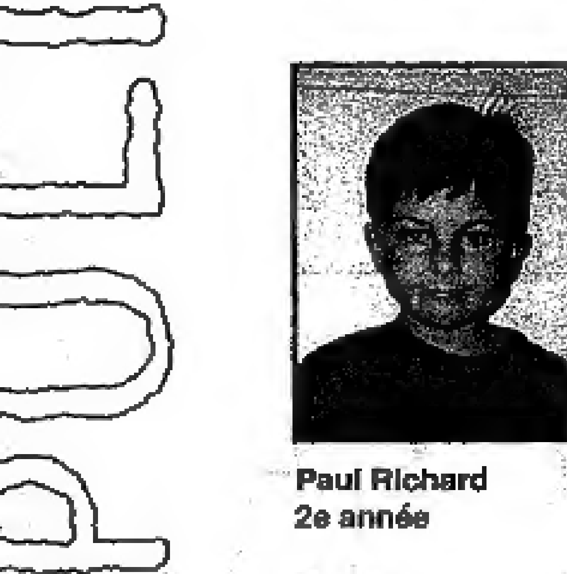
Par Dominique Grell et Anne Timmer





VOX POPULI

Quelle planète aimes-tu le plus?
Quel genre de livre aimes-tu le plus?



Paul Richard
2e année

-La lune.
-J'aime les BD comme les Astérix.



Kevin Wallin
2e année

-Moi j'aime la terre.
-J'aime les BD du genre Tintin.

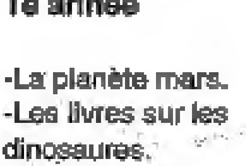


Daniel Hébert
1e année

-La terre.
-Moi j'aime tous les genres de livres.



Elliott Gaal
1e année



-La planète mars.
-Les livres sur les dinosaures.



Jean-Luc Lamoureux
3e année

-Pluton.
-Les BD comme Astérix et Obélix.



Marc-André Amyotte
3e année

-Mars.
-J'aime les Bd comme les Tintins.

ÉDITORIAL

Nous, les élèves de la troisième année de l'école Sainte-Jeanne-d'Arc, avons des idées au sujet des élections provinciales. Le 11 mars, on va voter pour savoir qui sera le Premier ministre? On doit décider si on va garder Monsieur Klein ou non. Quand on vote pour Jerry on vote vraiment pour Mitchel. Quelle couleur gagnera la victoire? Les Conservateurs? Les Libéraux? Les Nouveaux Démocrates?

Le 11 mars nous le dira.

Vous devriez voter pour Mr. Klein parce qu'on connait mieux son nom, on le connait mieux. Ca serait bon de voter pour M. Mitchel aussi parce qu'il est Rouge et "Cool".

POEMES

Neige

Amusante, glaciale,
glisser, tomber, jouer.
Je glisse sur la glace.
Cristaux

Gabriel Fitament
2ème
Madame Blough

Neige

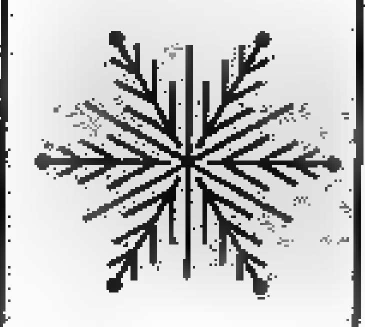
Belle, jolie,
tomber, marcher, jouer.
Elle tombe tout doucement
Flocons

Naomie Filbotte
2ème
Madame Blough

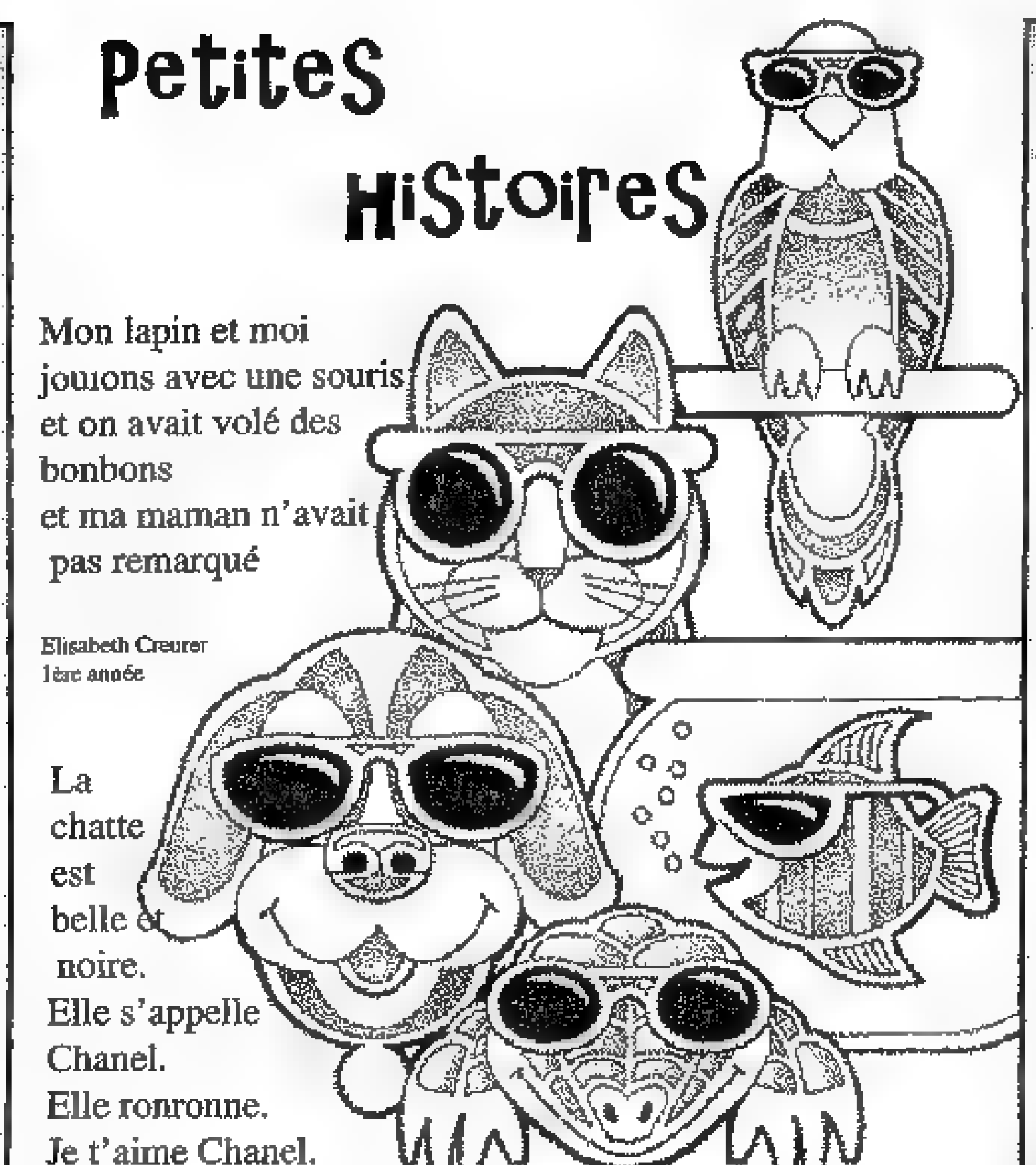
Neige

Brillante, creuse,
Tourbillonner,
jouer, glisser,
La neige est froide
Cristaux

Monique Goudreau
2ème
Madame Blough



Petites Histoires



Mon lapin et moi
jouions avec une souris
et on avait volé des
bonbons
et ma maman n'avait
pas remarqué

Elisabeth Creurer
1ère année

La
chatte
est
belle et
noire.
Elle s'appelle
Chanel.
Elle ronronne.
Je t'aime Chanel.

Elliott Gaal
1ère année

CHARADES

Mon premier est quand tu ne dis pas la vérité
Mon deuxième est un autre mot pour dire de bonne heure
Mon tout est quelque chose que tu portes.

Manteau

Marc-André Amyotte
3ème année

Mon premier est un trottoir sur l'eau
Mon deuxième est la bouche des oiseaux
Mon tout est une province du Canada

Québec

Emilie Goudreault
3ème année

LA FETE DE SANG

Les amis de la première année de l'école Sainte-Jeanne-d'Arc ont organisé une grande fête de sang...
Non, nous n'avons pas donné de notre sang, mais nous avons célébré nos 100 jours d'école. Eh oui! le 11 février dernier ça faisait 100 jours que nous étions à l'école. Un événement comme celui-là ça se fête! Nous avons eu toutes sortes d'activités pendant cette journée. Nous nous sommes fait une couronne; nous avons joué à serpents et échelles, au bingo des nombres et nous avons dessiné 100 taches à notre chien dalmatien.
En plus pour cette journée chaque ami avait apporté une collection de100 objets. Il y avait des collections telles que 100 cents, 100 bonbons, 100 insectes en plastique,
100 Cheerios, 100 boutons, 100 coquillages, 100 billes, 100 timbres, 100 plumes,
100 épinglettes, 100 cartes de hockey et plus encore.
Nous avons donc compté jusqu'à 100 plusieurs fois pendant cette journée.
Quelle belle fête!

Les amis de la classe 1A (Les petits vampires)

HISTOIRE INTERACTIVE

Le vaisseau était entouré d'astéroïdes. Il y avait des vents violents. Les extraterrestres essayaient d'éviter le désastre. Ah non! Le vaisseau est frappé!!! Il se met à tourner très vite et sans contrôle. Les extraterrestres sont étourdis et ne peuvent plus penser. Ils perdent la tête.

Heureusement que les dragons avaient suivi le vaisseau spatial. Ils aimaient tant leurs nouveaux amis. Les dragons peuvent brûler les astéroïdes et se faire un chemin. Ils réussissent à sauver les extraterrestres. Mais ils doivent abandonner leur vaisseau spatial.

A dos de dragon les extraterrestres s'envolent vers.
Première année Lucille Damer École Ste-Jeanne-d'Arc.

À chaque semaine, l'histoire interactive sera poursuivie par une autre école. Lorsque toutes les écoles francophone de l'Alberta auront participé, Le Franco publiera l'histoire finale.

La publication des *P'tits Franco* est rendue possible grâce à une contribution financière du ministère du Patrimoine canadien. Cette édition du P'tit Franco a bénéficié de l'appui du Conseil scolaire régional du Centre-Nord.

Les P'tits Franco sont réalisés PAR et POUR les jeunes. Il faut cependant souligner le travail magnifique des professeurs et animateurs culturels ainsi que la collaboration exemplaire de l'administration de chaque école.

Coordonateur du P'tit Franco: Dominic Turmel
Graphiste: Charles Adam

Ont participé cette semaine:
Marc-André Amyotte, Amy Anders, Elisabeth Creurer, Stéphane Doucette-Préville, Gabriel Fitament, Naomi Flibotte, Elliot Gaal, Emilie Gondreau, Monique Goudreau, Noelle Goudreau, Dominique Greli, Daniel Hébert, Jean-Luc Lamoureux, Sean McGinnis, Kilian O'Donoghue, Paul Richard, Scott Robinson, Anne Timmer, Kevin Wallin, Madame Darner, le personnel enseignant et tous les élèves de l'école Sainte-Jeanne-d'Arc.

Nous vous invitons à faire part de vos commentaires et vos suggestions concernant les *P'tits Franco*. Dans les prochaines éditions il y a aura une section réservée aux gens qui nous auront écrit. De plus, si vous retournez le coupon de tirage ci-joint, vous courez la chance de gagner des livres et des disques compacts.

Nom ______________________
Adresse: ______________________
Ville: ______________________
Code postal: ______________________
Téléphone: ______________________

LE FRANCO, 8923 - 82e Avenue, Edmonton, Alberta, T6C 0Z2



Section Jeux

(Solutions dans le Franco de la semaine prochaine)

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1									■			
2						■						
3				■							■	
4					■					■		
5	■											
6									■			
7			■									■
8		■										
9						■					■	
10				■					■			
11			■					■				
12	■									■		

VERTICALEMENT
1. Voiture — Grand mammifère domestique.
2. Partie supérieure d'un volcan — Verbal.
3. Outil d'acier servant à travailler le bois — Pronom personnel pluriel.
4. À la mode — Petite rue — Premier chiffre.
5. Petits cubes avec des chiffres — Grade, ordre.
6. Pronom personnel — Partie du pain
7. Grande fête en décembre — Le jour qui précède.
8. Étira — Champion, expert
9. Renifle — Point cardinal — Deuxième note de la gamme.
10. Prénom masculin — Cours d'eau naturel.
11. Voyelles jumelles — Poissons plats — Oiseau palmipède au long cou.
12. Assurance, garantie — Piquant d'une plante

HORIZONTALEMENT
1. Événement imprévisible — Fatigué.
2. Pipi — Il vole.
3. Amas — Stéréophonie.
4. Enlever — Poussée, envolée — Pronom personnel.
5. Liquide incolore — Allure entre la marche et le galop.
6. Qui n'est pas cuite — Terre entourée d'eau.
7. Interjection — Compagne d'Adam.
8. Pronom personnel — Située.
9. Planer — Empressement
10. Épaule du cheval — Copains — Souverain
11. Article — Rassemblée — La partie inférieure du dos
12. Commerce du linge — Voyelles jumelles.

Rock et Belles Oreilles



Pourquoi chanter?
Divine Clémentine

Ce disque compact n'est pas très bon, parce qu'il y a quelques chansons qui n'ont pas un bon vocabulaire, et utilisent un langage grossier. J'ignore pourquoi Rock et Belles Oreilles donnent de mauvais titres ou utilise un mauvais langage, parce qu'ils sont capables de donner de bons titres et d'utiliser un bon vocabulaire. Par contre, il y a deux chansons qui ne sont pas si mal, soit *Bonjour la police* et *Le tour du monde.*

Ce CD a une durée d'environ 35 minutes et je ne le conseille pas aux jeunes, parce qu'il comporte un langage grossier.

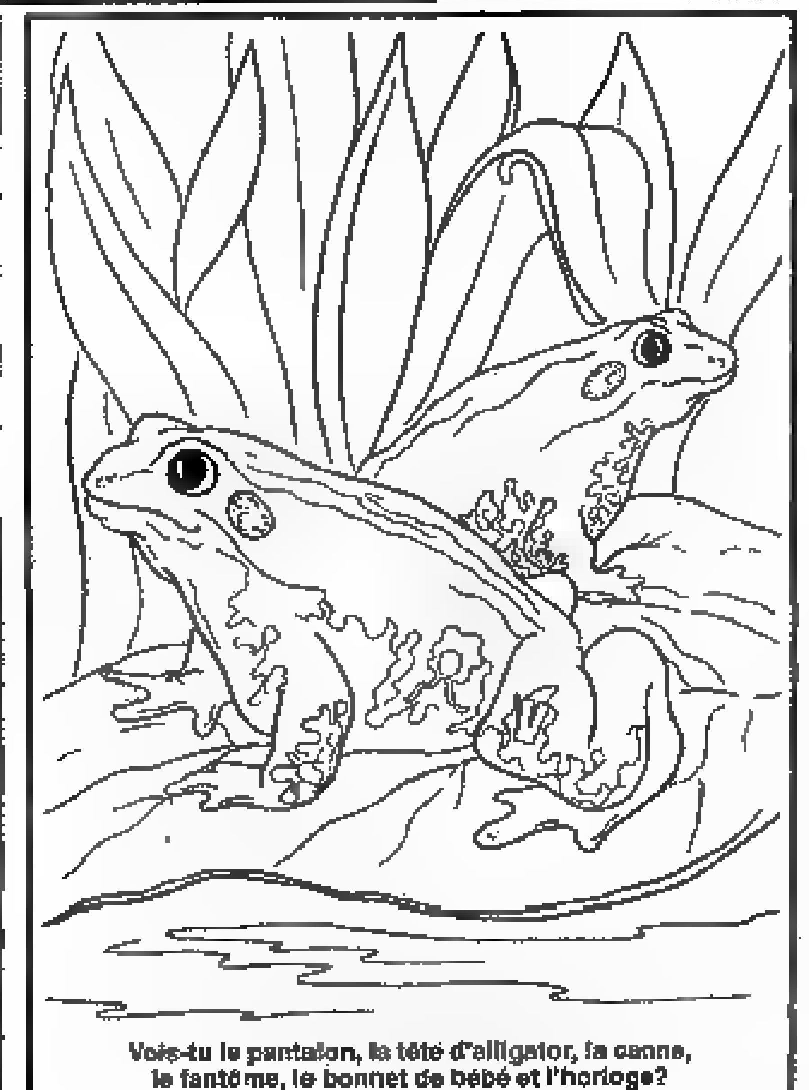
Jill Glasgow
École Ste-Anne de Calgary

Mots cachés

LE CHAMPIONNAT
Mot de 8 lettres

F	I	N	E	S	S	E	T	I	V	V	I
E	I	R	A	P	R	E	M	E	N	T	F
S	R	C	H	E	R	E	M	E	N	T	E
S	R	E	H	C	A	L	V	A	I	R	E
E	A	C	S	E	V	E	R	E	R	R	R
L	U	N	E	I	H	C	L	E	U	D	I
B	E	A	T	C	M	E	U	D	C	T	E
M	E	V	R	E	V	G	N	A	R	O	G
E	A	A	R	E	N	E	M	A	R	I	A
S	M	I	U	E	T	N	A	N	G	A	G
N	T	R	N	T	S	C	E	N	É	R	N
E	I	T	A	M	E	R	P	U	S	E	E

ANTENNE	CHÈREMENT	FINESSE	RAMENER
ÂPREMENT	CHIEN	GAGNANTE	RANG
ARÈNE	DRAME	GUERRE	SACRÉ
ARMÉ	ÉLEVÉ	LÂCHER	SANTÉ
ATTENDU	ENDURÉ	LÈVRES	SCÈNE
AVANCE	ENGAGÉ	MAIN	SÉVÈRE
BEAUTÉ	ENSEMBLE	MARCHE	SUPRÉMATIE
BLESSÉ	FÉERIE	MÉRITE	VERVE
BÛCHER	FESSE	MISÈRE	VITESSE
CALVAIRE	FICHE	PARIÉ	



Vois-tu le pantalon, la tête d'alligator, la canne, le fantôme, le bonnet de bébé et l'horloge?

Avec Cartes postales de Chimères

Louise Bédard très près de son public

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — De toute la population albertaine, seulement deux cents personnes ont eu la chance de découvrir Louise Bédard, les 28 février et premier mars derniers.

Chorégraphe et danseuse, Louise Bédard possède également sa propre compagnie de danse, à Montréal. De passage à Edmonton pour une semaine, elle est venue présenter sa dernière production, un solo, *Cartes postales de Chimère*

«C'est une femme qui voyage à travers un temps, explique la danseuse. Parfois elle est très intemporelle. Une autre fois on la voit qui voyage à travers les pays. Elle ne raconte pas de moments précis de sa vie, mais elle trace un chemin. Elle s'en va dans différents chemins et son corps parle énormément. Elle est toujours fortement dynamisée par l'espace dans lequel elle évolue, par la musique et par son corps qui parle.»

Pour son spectacle, Louise Bédard a voulu avoir les spectateurs sur scène, avec elle. Ce qui fait que seulement cent places par représentations étaient



disponibles. Les spectateurs étaient placés sur deux côtés, l'un en face de l'autre. «Je voulais qu'ils puissent me voir de très près, qu'ils puissent me sentir et que moi je puisse les sentir aussi. C'est très important pour moi de danser et de sentir le monde. Je vois la danse comme quelque chose de très sculptural, mais qui n'est pas inerte. Je pense que c'est important que les gens me voient sous toutes mes facettes, qu'ils me voient de dos et longtemps de dos, longtemps de face et de profil. C'est à ça que ça sert de danser avec du public tout le tour. Je suis à même de montrer beaucoup d'angles du corps et c'est aussi fascinant de danser avec du public de chaque côtés.»

La semaine qu'elle a passée à Edmonton, elle l'a passée à donner des ateliers aux étudiants en danse du collège Grant MacEwan. Selon elle, il n'est pas rare que ce genre d'atelier se donne. «Quand des danseurs viennent de l'extérieur ils s'arrangent toujours pour que les étudiants aient accès à des stages. J'en donne quand même souvent, entre autres à Montréal où j'ai donné des ateliers au niveau du primaire pour le développement du jeune public. On essaie d'intéresser les jeunes à la danse moderne, la danse contemporaine.»

Les jeunes sont très intéressés par la danse. Il faut cependant trouver un contexte spécial et un animateur. Elle trouve d'ailleurs son expérience avec les enfants très enrichissante. «Les enfants nous renvoyent un espèce de regard qu'ils ont sur ta danse. Je leur fais des extraits, et je vois immédiatement s'ils aiment ça ou pas. Ils ne prennent pas de détour, c'est facinant et ça fait du bien. Parfois c'est difficile pour l'égo mais en même temps, quand tu te mets à leur expliquer le pourquoi d'un choix, ils sont à même d'essayer de comprendre. Ils ne bloquent pas les portes tout de suite, ils font un effort pour essayer de comprendre.»

La danse offre une grande marge de manoeuvre à celui qui l'enseigne. Étant un language international, c'est simple de se faire comprendre des plus jeunes comme des plus vieux ou de gens de langue differente. «Quand tu ne parles pas la langue, tu peux quand même travailler avec les gens parce que c'est le corps qui parle. Tu n'as pas besoin d'avoir des explications directes. Parfois tu n'as qu'à toucher une personne à un endroit et elle va savoir ce que tu veux dire.»

Des projets plein la tête, Louise Bédard retourne au Québec, juste le temps de préparer son voyage en Suisse, où elle donnera une série de trois spectacles en avril. «Ensuite je vais être en création pour une production qui aura lieu l'année prochaine. Il y a également un projet que je viens de terminer avec une metteure en scène de Montréal. Il y a plein de choses sur la table mais je suis dans une période où les projets sont encore mouvants. Je ne sais pas encore combien de danseurs aura ma prochaine piece ni quand elle sera présentée. Il y a aussi le Festival de la nouvelle danse de Montréal qui s'en vient et on m'a dit qu'ils voulaient que je présente *Cartes postales de Chimère*. Il y a aussi plein de petits projets, comme des commandes chorégraphiques de la part d'artistes en danse qui veulent que je leur chorégraphie tout ça. C'est très excitant mais parfois je ne sais plus où donner de la tête.»

Une réunion de famille: la fête!

LILIANE COUTU-MAISONNEUVE

EDMONTON — Avec **l'arrivée du printemps, le soleil nous réchauffe, nous ranime et nous fait songer à l'été le temps des fêtes et des réunions de famille.**

L'une des fondatrices de la Société Généalogique du Nord-Ouest à Edmonton, Mme Georgette Brodeur a ranimé les gens qui assistaient à sa conférence: *La préparation d'une réunion de famille.*

En 1991, à l'occasion du 100e anniversaire de l'arrivée en Alberta de ses grands-parents, Janvier Guenette et Virginie Girard, elle organisa une réunion de 128 descendants. Ils commémoraient l'arrivée de ces pionniers encouragés par le père Morin à venir établir la paroisse Saint-Joseph à Stony Plain.

Compte tenu de son expérience dans le domaine des réunions, elle a soumis quelques conseils aux participants:

1) Invitation à l'automne ou à Noël annonçant le motif de la réunion (anniversaire de l'arrivée, mariage, etc.).

2) Rechercher un lieu avec grande étendue pour le stationnement de roulottes, des jeux et des feux de joie, soit dans un parc ou proche d'un lac où il y a un bâtiment pour être à l'abri des éléments.

3) Cartes d'identité en couleur pour désigner le nom, la descendance et la génération.

4) Les services de traiteur pour le brunch et les repas.


Mme Georgette Brodeur

5) Célébration eucharistique ou célébration de la parole et choisir un représentant de chaque famille pour les ministères liturgiques.

6) Photographe professionnel ou amateur pour prendre les photos des générations et des familles ainsi que recréer les mêmes photos ancestrales avec les mêmes personnages.

7) Exposition de photos familiales et tableaux généalogiques - faire des copies de chaque pour faciliter les commandes de tous les membres de la famille.

Afin que cette fête devienne un véritable succès elle a recommandé aux participants de ne pas trop "organiser" car le but de cette réunion est de parler et de s'amuser. Comme nous l'écrit Gérard Bessette dans Le Cycle: «la famille, au fond, il n'y a que ça pour réchauffer, ragaillardir et trouver un peu de calme et de sécurité».

LE CINÉMANIAQUE

Anatomie d'un bâillement

Un film avec Whoopi Goldberg et Gérard Depardieu (prononcez Djérard Deupérdiou)? Intéressant. C'est ce que je me suis dit en insérant la cassette vidéo dans le magnétoscope. Et j'ai attendu que l'histoire se développe. Et j'ai attendu....Attendu.. Bref, lorsque les crédits se sont déroulés à la fin, j'attendais encore.

Ce n'est pas qu'il ne se passe rien, loin de là. Albert (Haley Joel Osment), 7 ans, perd sa mère dans un accident de voiture. Elle n'a d'autre famille que Harriet (Goldberg), une soeur d'adoption qui vit à New York, alors qu'Albert habite près de Las Vegas. Albert se retrouve donc avec une étrangère qui a beaucoup de difficulté à trouver son enfant intérieur et qui, en conséquence, se trouve complètement dépourvue devant la tâche de mère qui lui incombe. Et Deupérdiou, dans tout ça? Eh bien, imaginez-vous que notre ex-Cyrano se retrouve dans la peau d'un ami imaginaire, Bogus, qui tient compagnie à Albert et tente d'attendrir Harriet.

Il se passe donc des tonnes de choses.

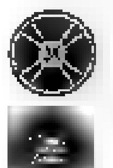
Malheureusement, il ne se passe rien de vraiment important.

Les comédiens jouent correctement, sans plus. Il faut dire que certaines scènes et certaines répliques frisent le ridicule. On tombent carrément dedans, comme la scène de danse imaginaire entre Goldberg et Depardieu qui se prennent pour Fred Astaire et Ginger Rogers...Ou la dernière scène, alors que Depardieu nous regarde droit dans les yeux et se plaint de sa condition d'ami imaginaire. Ça ne vole pas haut...

Dommage pour le réalisateur Norman Jewison, un des rares artisans canadiens qui fait carrière au États-Unis sans pour autant renier ses origines et qui a produit de bons films (*Moonstruck, In the Heat of the Night*). L'aspect visuel du film n'est pas mauvais, mais le scénariste Alvin Sargent (*Ordinary People*) aurait eu avantage à se rasseoir devant son manuscrit quelques mois de plus. (Peut-être aurait-il alors décidé de le jeter aux poubelles).

Bref, un film à éviter. Relouez Cyrano, vous aurez beaucoup plus de plaisir.

BOGUS
Avec Whoopi Goldberg,
Haley Joel Osment et
Gérard Depardieu
Un film de Norman Jewison
Disponible en vidéocassette


deux bobines sur cinq

Yvan Beaubien et le Programme de contestation judiciaire

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Le Programme de contestation judiciaire du Canada a un nouveau président en la personne de Fo Niemi, de Montréal. Mais, au fait, qu'est-ce que c'est que le Programme de contestation judiciaire?

Mis sur pied par le gouvernement fédéral en 1982, le Programme assure une aide financière pour l'établissement de causes types d'importance nationale qui vont aider à promouvoir et à encourager les droits des communautés minoritaires de langue officielle et les droits à l'égalité des groupes historiquement désavantagés.

L'organisme appuie donc financièrement les gens qui veulent aller en Cour pour faire reconnaître leurs droits à l'égalité ou leurs droits linguistiques.

M. Yvan Beaubien de St-Paul, siège au conseil d'administration depuis 1994. «Quand on énonce de nouveaux droits, ce n'est pas nécessairement évident que les gens, les provinces ou les industries vont respecter automatiquement ce droit.» C'est un peu pour ça que le programme existe.

Pour faire une demande de financement, le requérant doit acheminer un formulaire à Winnipeg. Celui-ci fournira toutes les informations nécessaires au comité et amènera l'assurance que la demande tombe sous le mandat du Programme. Les causes qui sont sous la juridiction de lois provinciales ne peuvent être poursuivies et les droits défendus doivent être reconnus par la Charte canadienne des droits et libertés.

Il est important pour le requérant de faire sa demande le plus rapidement possible puisqu'aucune dépense ne doit être encourue tant que le comité n'a pas accepté la demande. «Il y a des gens qui assument des dépenses en pensant que la cause va être valable et elle ne l'est pas. Ils se retrouvent dans une situation où on ne peut financer leur cause et où ils ont déjà encouru des frais.»

Le Programme de contestation judiciaire est divisé en deux comités; un porte sur les causes à connotation linguistique et l'autre sur les questions d'égalité. Chaque comité se penche sur les demandes pour trancher si elles sont recevables ou non. M. Beaubien est membre du comité linguistique et représente son groupe au sein du conseil d'administration. «Mon comité, suivant les recommandations du conseil, a le dernier mot en ce qui concerne les causes linguistiques. Nous décidons si la cause sera financée ou non.» Pour son comité, le domaine des droits scolaires est celui où il y a le plus de demandes et également celui qui a reçu le plus de financement.

Le programme de contestation judiciaire du Canada est financé par le biais d'un accord de contribution avec le gouvernement fédéral. «Le gouvernement peut donc décider de ne pas nous financer» poursuit encore M. Beaubien. Mais nous n'avons pas à divulguer le nom des gens qui font des demandes ni sous quel prétexte. Nous ne sommes pas à la portée du ministère mais nous signons une entente avec le gouvernement qui dit spécifiquement ce à quoi va servir l'argent.»

Malheureusement, c'est aussi cet accord de contribution avec le gouvernement fédéral qui empêche de financer les causes touchant le provincial. «La plupart des droits sont de nature provinciale, comme les régimes de droits du travail. On ne peut donc pas y toucher. C'est d'ailleurs une des choses qu'on aimerait amender dans le mandat du Programme pour nous permettre de financer des causes qui tomberaient sous la juridiction de programmes provinciaux, mais pour l'instant on ne peut pas y toucher.»

Le Programme de contestation a été aboli en 1992 par le gouvernement de Brian Mulroney et rétabli par les libéraux en 1993 avec quelques nouveautés. «Il y a maintenant des volets de négociation ou de préparation, explique M. Beaubien. Parfois on ne sait pas si on devrait aller en Cour ou négocier parce que c'est long, coûteux et pas toujours le meilleur moyen de faire avancer un droit. C'est maintenant possible de recevoir un appui financier pour préparer une négociation ou son plan d'action. Par exemple, on a déjà fait une étude au Nouveau-Brunswick parce que le gouvernement voulait redécouper la carte électorale. Ce changement enlevait la garanti d'une représentation francophone. Ils avaient fait une recherche là-dessus pour savoir si c'était légal et c'était un moyen de contestation.»

Secrétaire-trésorier au Conseil de l'école Nouvelle, M. Beaubien encourage la population à se prévaloir du Programme. «Que ce soit dans un ou l'autre des modèles le service est là pour être utilisé. Il y a encore beaucoup de chemin à faire au niveau linguistique en Alberta et il y a moyen, pour les gens, de ne pas se sentir seuls s'ils veulent faire quelque chose pour faire avancer les choses. Le service est là et ils gagnent à s'en servir.»

Mini série *THE SLEEP ROOM*

Les expériences secrètes de la CIA au Canada

MONTREAL, (CNW) - Après l'énorme succès remporté par la mini-série *Les jumelles Dionne* (Million Dollar Babies), Bernard Zukerman et CINAR Films font à nouveau équipe pour porter à l'écran un autre grand récit canadien d'envergure internationale *The Sleep Room*. La production de la mini-série d'une durée de quatre heures débutera le 24 février, à Montréal, et mettra en vedette des acteurs renommés tant au Canada qu'aux Etats-Unis.

Adaptée du roman de l'auteure Anne Collins, In the Sleep Room : *The Story of the CIA Brainwashing Experiments in Canada*, qui lui a valu le prix du Gouverneur général, la mini-série sera réalisée par l'Albertaine Anne Wheeler, **dont les oeuvres ont déjà été primées. Entre autres réalisations, Anne Wheeler *compte The War Between Us, Angel Square et Bye Bye Blues*. La mini-série sera produite en association avec la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) et la Société Radio-Canada (SRC).**

The Sleep Room raconte l'histoire du docteur Ewen Cameron, un psychiatre reconnu mondialement à l'emploi de l'Institut Allan Memorial de Montréal. Renommé pour ses travaux de recherche novateurs dans le traitement de la maladie mentale, le docteur Cameron devient obsédé à l'idée de remporter le Prix Nobel de la medecine. Secrètement financé par la CIA, il entreprend des travaux de recherche qui, selon lui, le mèneront à la découverte d'une cure contre les maladies mentales. Pour ce faire, il n'hésite pas à soumettre, à leur insu et à celui de leur famille, des centaines de patients à des pratiques médicales barbares (comme l'électrochoc, l'administration de LSD, etc.). Vingt-cinq ans plus tard, les familles de neuf victimes découvrent avec horreur le rôle qu'a joué la CIA dans ces expériences. C'est alors que commence une longue saga judiciaire. Pour l'avocat des victimes, Me Joseph Rauh, un spécialiste américain des questions de droit civil, la cause qu'il défend deviendra la plus complexe de sa brillante carrière. La CIA exercera son énorme influence pour tenter de la faire avorter.

La distribution de *The Sleep Room* comprend notamment Donald Moffat (Evening Star, Clear and Present Danger), Leon Pownall (Evidence of Blood, Hiroshima), Marina Orsini **(Les filles de Caleb, Urgence),** Macha Grenon **(Scoop 1-4, The Windsor Protocol), Eric Peterson (Spill, Heaven on Earth), Nicola Cavendish (Airbud, The X-Files)** et France Castel **(Afterglow, J'en suis).**

À la fin août 1997

Les Jeux de la Francophonie se tiendront à Madagascar

PATRICIA HÉLIE

EDMONTON — Dans près de six mois, Madagascar accueillera les IIIième Jeux de la Francophonie du 27 août au 6 septembre. Pour l'occasion, les pays francophones du monde entier se réuniront pour la troisième fois au sein d'une compétition amicale placée sous le signe de la jeunesse.

Les participants seront inscrits dans l'une ou l'autre des catégories, soit la chanson, la peinture, les contes et conteurs, la danse traditionnelle, la littérature, la photographie et la sculpture. Les jeunes de partout au pays ont jusqu'au 14 mars pour soumettre leur candidature.

Les Jeux de la Francophonie s'inscrivent dans le calendrier des grands événements internationaux. Les premiers Jeux, tenus en juillet 1989, à Casablanca et Rabat, au Maroc, ont réuni plus de 2 000 athlètes et artistes de 39 pays de la francophonie. En juillet 1994, les Jeux de Paris regroupèrent environ 2 000 athlètes et 750 artistes représentant 46 pays et gouvernements de l'espace francophone.

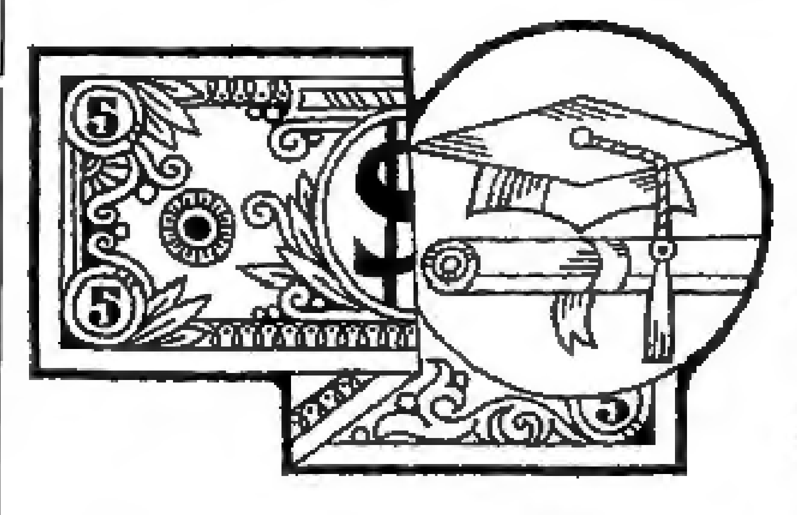
La délégation canadienne est constituée de trois composantes distinctes: Canada, Canada-Québec et Canada-Nouveau-Brunswick. Le Québec et le Nouveau-Brunswick se chargent de sélectionner leurs propres contingents. À la demande de Patrimoine canadien, la Fédération culturelle canadienne-française est responsable de la sélection, de l'organisation technique, de la promotion et de l'encadrement de la délégation culturelle de la composante Canada. La FCCF a joué le même rôle pour les 1er et les 2èmes Jeux.

Le principal objectif des Jeux de la Francophonie est la mise en valeur des pays de la Francophonie, en leur assurant des retombées de tout ordre et en développant des liens de solidarité entre les pays ayant en commun l'usage du français. Les Jeux de la Francophonie innovent sur le plan international, en offrant à la culture un statut équivalent à celui du sport.

Notons que le budget des Jeux pour Madagascar a été révisé pour s'ajuster à la situation économique difficile de l'île, ce qui rend les objectifs sur le plan de l'organisation beaucoup plus réalistes.

Participation du fédéral

Moins d'argent aux provinces pour l'éducation en langue française



OTTAWA (APF) — Alors que les communautés francophones et acadienne commencent à peine à gérer et à contrôler leurs écoles, le gouvernement fédéral continue de réduire le financement qu'il accorde aux provinces pour l'enseignement.

Les prévisions budgétaires du ministère du Patrimoine canadien pour l'année 1997-1998 indiquent qu'Ottawa consacrera 183 646 000 millions de dollars à la «collaboration intergouvernementale».

Ce fourre-tout comprend les contributions aux provinces et aux territoires pour l'enseignement en langue seconde et en langue maternelle (environ 135.4 millions de dollars en 1997-1998), les mesures spéciales sur la gestion scolaire et l'enseignement postsecondaire ainsi que des ententes avec certaines provinces et territoires, dans le but d'offrir des services provinciaux ou territoriaux, autres que l'éducation, dans la langue de la minorité.

En 1998-1999, le ministère prévoit que le budget consacré à la collaboration intergouvernementale tombera à 163 754 000 millions puis à 150 197 000 millions en 1999-2000. Autrement dit : il y aura de moins de moins d'argent qui sera transféré aux provinces pour les langues officielles.

Ce budget est d'ailleurs en baisse constante depuis l'arrivée des libéraux au pouvoir en 1993. Il était de 244 639 000 millions en 1994-1995, de 209 883 000 millions en 1995-1996 et de 195 577 000 millions en 1996-1997.

Le ministère du Patrimoine doit renouveler le Programme des langues officielles dans l'enseignement lorsqu'il viendra à échéance en avril 1998, mais on ne sait pas encore quels sont les montants qui seront en jeu lors des négociations avec les provinces.

Au terme du protocole d'entente signé avec les provinces le 30 septembre 1996, Ottawa aura dépensé 988 millions de dollars entre 1993-1994 et 1997-1998 pour l'enseignement dans les langues officielles, ce qui est moins que les 1,11 milliard de dollars qui avaient été annoncés dans le budget des dépenses 1994-1995 du ministère du Patrimoine.

Critiqué par la Commission nationale des parents francophones (CNPF) pour ne pas avoir assuré une répartition équitable des fonds en faveur de l'éducation en langue française, le ministère veut maintenant «donner un nouvel élan» au Programme des langues officielles dans l'enseignement (PLOE), en basant dorénavant son appui financier sur des plans d'action qui seront soumis par les provinces lors du renouvellement de l'entente.

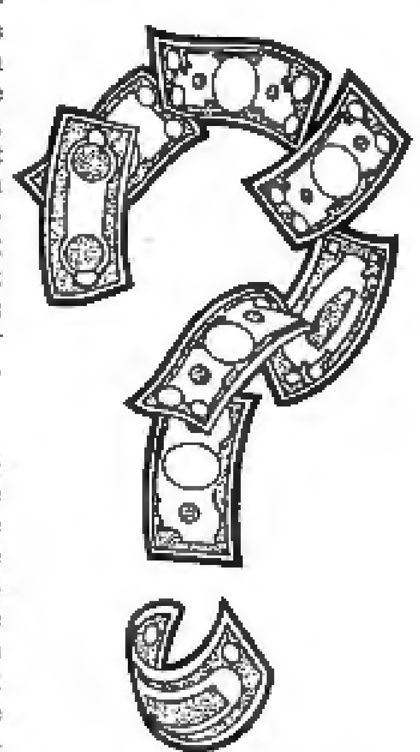
Une enveloppe protégée

En mai 1993, le gouvernement conservateur de l'époque avait débloqué une somme de 112 millions de dollars répartie sur six ans (1993-1994 à 1998-1999) dans le but de financer une partie de la mise en oeuvre de la gestion scolaire dans six provinces, de même que le développement de l'enseignement postsecondaire en français.

Contrairement à ce qui s'est passé avec le PLOE, ce budget spécial a toujours été exempté des compressions budgétaires contenues dans les trois premiers budgets du ministre Paul Martin. Il a permis à ce jour d'appuyer la mise en oeuvre de la gestion scolaire en Alberta, en Saskatchewan (23,25 millions), au Manitoba (15 millions) et en Nouvelle-Écosse (3 millions de dollars).

Ces fonds spéciaux ont aussi permis la construction des centres scolaires et communautaires de Calgary et de Fort McMurray et des améliorations à la Faculté St-Jean de l'Alberta, la création de trois collèges communautaires en Ontario (50,5 millions), la construction de l'École de droit de l'Université de Moncton, les nouveaux pavillons d'enseignement à l'Université Sainte-Anne, le centre scolaire et la phase deux du centre scolaire et communautaire de La Grand'Terre.

Des négociations sur le financement de la mise en oeuvre de la gestion scolaire sont présentement en cours avec la Colombie-Britannique et Terre-Neuve. Selon le ministère du Patrimoine, des ententes pourraient être conclues sous peu.





Adresses de courrier électronique

ACFA Provinciale :	acfaprov@datanet.ab.ca
ACFA Bonnyville :	acfabonn@agt.et
ACFA Calgary:	acfacal@cadvision.com
ACFA Centralta:	acfacen@datanet.ab.ca
ACFA Edmonton:	acfareg@datanet.ab.ca
ACFA Fort McMurray:	acfaregn@telusplanet.net
ACFA Plamondon:	acfapl@agt.net
ACFA Rivière-la-Paix:	acfarip@agt.net
ACFA Saint-Paul:	acfastpl@ccinet.ab.ca
Centre Marie-Anne Gaboury:	tff@netour.com
Cité francophone:	lacite@datanet.ab.ca
Faculté Saint-Jean:	josee@gpu.srv.ualberta.ca
Fédération des parents francophones de l'Alberta:	fpfa@connect.ab.ca
Le Franco:	lefranco@compusmart.ab.ca
Francophonie Jeunesse:	fja@compusmart.ab.ca
Scouts francophones:	ellyse.bissonnette@ualberta.ca
Charles Adam:	charles@compusmart.ab.ca
Micheline Brault:	michelin@compusmart.ab.ca
Renée Delorme:	renee_delorme@pch.gc.ca:
Roger Lalonde:	rlalonde@ican.net **ou** rlalonde@feenet.calgary.ab.ca
John Moreau:	moreau_ogle@rockie.com
Liliane Peddicord:	liliane_peddicord@pch.gc.ca
Jean-Guy Thibaudeau:	suzannet@datanet.ab.ca
Louisette Villeneuve:	louisette.villeneuve@ualberta.ca **ou** lvillene@gpu.srv.ualberta.ca

Nous voulons recenser les sites internet des entreprises, ministères, écoles, organismes etc. francophones de l'Alberta. Faites-nous connaître votre adresse et nous la publierons dans Le Franco. Notre adresse? acfaprov@datanet.ab.ca

Francalta.ab.ca

Le réseau internet communautaire Franco-albertain

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.

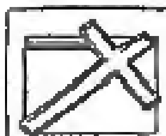
Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 $ pour l'encadrement. **Vous devez calculer 7% de TPS.**

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi midi. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581 avant le lundi ^ midi. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 201, 8527-91e rue, Edmonton (Alberta), T6C 3N1

COOP d'habitation: Le quartier du collège reçoit les applications pour la location d'appartements. SVP communiquer avec Rose-Marie Tremblay au 469-1116 (dec 97)

Le Franco
465-6581



PRIÈRE AU ST-ESPRIT

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la **PRIÈRE AU ST-ESPRIT** dans **LE FRANCO**. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 21,40$ (TPS comprise). n'oublier pas d'inscrire vos initiales.

LE FRANCO
201, 8527-91e rue
Edmonton (Alberta)
T6C 3N1







☐ 1 AN - 26,75$
☐ 2 ANS - 48,15$
☐ HORS CANADA - 1 AN - 51,36$
(TPS incluse - tous les tarifs)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

Nom: ....

Adresse: ....

Ville: .... Province: ....

Code postal: ....

Téléphone: ....

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)

201, 8527 - 91e rue, Edmonton, Alberta, T6C 3N1
Téléphone: 465-6581, Télécopieur: 465-3647
Courrier électronique: lefranco@compusmart.ab.ca



Paroisses francophones

Messes du dimanche

EDMONTON

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Albert
Chapelle Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10h30

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Vendredi et samedi: 17h
Dimanche: 10h30

Beaumont, Saint-Vital
Beaumont, Saint-Vital
4905 - 50e Rue
Dimanche: 9h30

CALGARY

Sainte-Famille
1719 - 5 Rue S.O.
Samedi: 17h
Dimanche: 10h30

PEACE RIVER

Our Lady of Peace
10405 - 99e Rue
3e dimanche du mois
à 12h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

SAINT-PAUL

1er, 3e et 5e samedi à 19h30
Dimanche à 9h30

